ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Politique et réglementation

Question écrite n° 13899

Texte de la question

M Georges Chavanes attire l'attention de M le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer sur les problèmes relatifs à l'amélioration de l'habitat. En effet, la première insertion des desherites est de leur permettre de vivre décemment dans un logement offrant un minimum d'hygiène. Or la dotation annoncée au début de l'année en matière de prime à l'amélioration de l'habitat est réduite de 5 p 100. De plus, l'expérience réalisée depuis 1988 sur dix départements pilotes, dont la Charente-Maritime (plafond de ressources des bénéficiaires baisse à 50 p 100 du plafond PAP, mais PAH haussée à 35 p 100 du montant des travaux plafonné à 70 000 francs au lieu de 20 p 100) qui devait être étendue à tout le territoire au 1er janvier 1989 ne s'est pas concrétisée puisque seules les zones d'OPAH sont servies et que les zones du secteur diffus sont en attente. Il lui demande donc s'il entend prendre des mesures pour améliorer l'efficacité des mesures sociales essentielles pour l'insertion.

Texte de la réponse

Reponse. - Le problème évoqué par l'honorable parlementaire relatif aux difficultés rencontrées par certains propriétaires à revenus modestes pour obtenir le bénéfice d'une prime à l'amélioration de l'habitat (PAH) en vue de la réhabilitation de leur logement appelle la réponse suivante. La PAH est une aide de l'Etat à caractère très social. Elle est réservée aux personnes à ressources modestes avec une priorité en faveur des plus défavorisés. Le plafond de ressources de droit commun est au plus égal à 70 p 100 du plafond des prêts aidés à l'accession à la propriété (PAP). Il est porté à 100 p 100 en cas de réalisation de travaux d'accessibilité et d'adaptation du logement aux personnes handicapées physiques. Dans les opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) comprenant une ou plusieurs communes de moins de 2 000 habitants, le plafond de ressources réglementaires est porté à 85 p 100 de celui applicable au PAP. La réévaluation de 6 p 100 des plafonds de ressources des PAP se traduira par une majoration à l'identique pour la PAH. De plus, la généralisation, en 1989, de mesures expérimentales applicables depuis 1987 dans 15 départements va dans le sens du renforcement de l'efficacité sociale de la PAH. Il convient, en effet, de souligner que ces mesures expérimentales ont atteint leur objectif de recentrage social en permettant aux propriétaires occupants les plus défavorisés la réalisation de travaux de première nécessité, sans se traduire par un surcoût budgétaire substantiel compte tenu de la baisse observée du montant moyen des travaux réalisés. Cette maîtrise des coûts est correlative à l'application d'une technique contrôlée de calcul en pourcentage de la subvention, ainsi qu'à une plus grande sélectivité dans le choix des travaux prioritaires. En effet, près des deux tiers des bénéficiaires de la PAH sont des personnes à revenus modestes (inférieurs à 50 p 100 du plafond de ressources des prêts aidés à l'accession à la propriété - PAP), au profit desquelles, dans 70 p 100 des cas, la subvention est majorée de façon à atteindre 35 p 100 du coût des travaux. Le Premier ministre a décidé de mettre en œuvre en 1989 un exercice de régulation budgétaire d'un montant de 10 milliards de francs. Le gel porte sur les crédits du budget général excepté ceux de l'éducation nationale, de l'aide publique au développement et du budget civil de la recherche. Les primes à l'amélioration de l'habitat (PAH) sont affectées par ce gel au même titre que l'ensemble de ces crédits.

Données clés

Auteur : [M. Chavanes Georges](#)

Circonscription : - Union du Centre

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 13899

Rubrique : Logement

Ministère interrogé : équipement, logement, transports et de la mer

Ministère attributaire : logement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 juin 1989, page 2511